

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

21^{ème} année - N° 3768 - Mercredi 02 Décembre 2020 - Prix : 200 Fc

DISPARITION DE SAID HASSAN SAID HACHIM

Adieu le patriarche



LUTTE CONTRE LE SIDA :

Le soutien communautaire et des dirigeants est nécessaire

Pour ce 1er décembre, date marquant la journée mondiale de la lutte contre le Sida, la directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, le Dr Matshidiso Moeti appelle au soutien de la communauté et des dirigeants mondiaux afin de préserver les services essentiels de lutte contre le VIH en cette période de la Covid-19. Les communautés surtout les porteurs du VIH doivent être proactives dans les soins personnels et à comprendre comment prévenir la propagation des infections.

Comme chaque année, le monde célèbre la journée internationale de lutte contre le Sida ce 1er décembre. Cette année, l'attention se focalise sur les personnes vivant avec le VIH en vue de leur apporter un soutien mais également de se souvenir de ceux qui ont perdu la vie à cause du Sida. « Solidarité mondiale et responsabilité partagée », tel est le thème choisi cette année pour célébrer cette journée. Il en découle du constat

que dans le contexte actuel marqué par la pandémie de coronavirus le monde entier œuvre à l'unisson, sous le leadership déterminé des gouvernements et des communautés, pour soutenir et élargir l'accès aux services essentiels qui englobent la prévention, le dépistage, le traitement et les soins du VIH.

Dans son discours, le docteur Moeti a rappelé que la pandémie de la Covid-19 rend encore plus difficile la prestation de ces services par les pays, en particulier dans les zones touchées par des conflits, des catastrophes, des flambées épidémiques et par une croissance démographique rapide. « Ces chiffres s'ajoutent au fait que, dans la région africaine, les nouvelles infections par le VIH et les décès liés au sida ne diminuent pas assez rapidement pour atteindre la cible de l'objectif de développement durable qui vise à mettre fin aux épidémies de Sida d'ici à 2030. Tous les enfants vivant avec le VIH ne sont pas identifiés et ne bénéficient pas du traitement du VIH. Les filles et les femmes âgées

de 15 à 24 ans concentrent 37% de toutes les nouvelles infections par le VIH », explique-t-elle, tout en rajoutant que « la stigmatisation et la discrimination, en particulier à l'encontre des groupes de population clés, continuent d'entraver l'accès aux services ».

Malgré ces difficultés, des progrès sont enregistrés dans les pays africains. 2020 est une année charnière vers la fin de l'épidémie de Sida et 81% des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique pour cette infection. Parmi ces personnes, 70% des adultes et 53 % des enfants sont placés à vie sous traitement antirétroviral. 85% des femmes enceintes et allaitantes vivant avec le VIH suivent un traitement antirétroviral, qui protège leur santé et prévient la transmission du VIH à leurs nouveau-nés.

La directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique invite instamment les communautés, en particulier les personnes vivant avec le VIH, à être proactives dans leurs soins personnels et à compren-



dre comment prévenir la propagation des infections. Pour appel 38 millions de personnes vivent avec le VIH, dont 67% dans la région africaine de l'OMS. En 2019, plus d'un million de personnes dans la région ont été nouvellement infectées par

le VIH, ce qui équivaut à 60 % du total mondial et, malheureusement, 440 000 personnes sont décédées de causes liées au VIH dans le continent.

Andjouza Abouheir

SÉCURITÉ AÉROPORTUAIRE :

Un nouveau scanner à l'aéroport de Bandar es Salam

Fini les fouilles manuels des bagages à l'aéroport de Bandar es Salam à Mohéli. L'aéroport des Comores avec l'appui du gouvernement a installé ces derniers jours un scanner pour faciliter les travaux au sein de l'aéroport. Ce dernier sera inauguré ce vendredi.

Pour la sûreté de l'aviation civile, le petit aéroport de l'île de Djumbé Fatima vient de se doter d'un scanner à rayon X. Et ceci après plusieurs années de fouilles manuelles. Selon le direc-

teur des Aéroports des Comores, la machine va améliorer la sécurité au niveau de l'aéroport. « Fini les fouilles avec les mains à l'aéroport Bandar es Salam de Mohéli. Désormais, à partir des prochains jours, elles se feront avec le scanner », lance Yasser Assoumani.

Des formations en imagerie radioscopique et sécurité aéroportuaire étaient dispensées à tous les agents de cet aéroport secondaire dans les locaux de la coordination de l'action gouvernementale dans l'île. La directrice de l'ADC Mwali

montre à son tour que cette machine va donner une nouvelle image de la plus touristique des îles de l'archipel des Comores. « Avant on fouillait les bagages avec les mains. Ce n'était pas complaisant mais avec ce scanner, l'aéroport va afficher un nouveau visage », rassure Mme Dhoienfa, la directrice de l'ADC au niveau de Mwali. Actuellement, les aéroports des Comores disposent des scanners à rayon X pour la sécurité aéroportuaire.

Riwad

**DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS
PROJET : ER2C « ASSURER UN APPROVISIONNEMENT EN EAU RESILIENT
AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES »**

**Avis d'Appel d'Offres
AON N° 2020/002/DGEF/ER2C**

Republication

L'Union des Comores a obtenu un financement du Fonds Vert pour le Climat (FVC) au titre du projet intitulé « Assurer un approvisionnement en eau résilient aux changements climatiques aux Comores »

Ce présent Appel d'offre est ouvert à toutes les entreprises nationales répondant aux qualifications requises dans le domaine de la construction des bassins de rétention des eau pluviales.

Le dossier d'appel d'offre comprend les Lots 3 et 4 debassins de rétention d'eau pluviale.

Le Dossier d'Appel d'offres peut être acheté par les soumissionnaires intéressés à l'adresse indiquée ci-dessus et suite au règlement d'un droit non-remboursable de « Cinquante mille francs (50 000 KMF) Francs comoriens

Adresse : **Direction général de l'environnement au service achat du Projet ER2C** ou à demander par courriel à l'adresse suivante : dgefcontact@gmail.com / contact@dgef.km au plus tard le **07/12/2020 à 11H30**



PROMOTION CARTES BANCAIRES

A la SNPSF

A partir du 1er décembre 2020 au 31 mars 2021, Promotion sur les cartes.

Réduction de 64% sur les cartes USHINDZI, cédées à 3 000 francs

Réduction de 55% sur les cartes GOMBESSA, cédées à 2 000 francs

DISPARITION DE SAID HASSAN SAID HACHIM

Adieu le patriarche

« J'ai consacré ma vie à chercher à être utile à mon pays, aux miens et n'ai été guidé pendant toute ma carrière politique, qui a duré plus d'un demi-siècle, que par l'intérêt général, celui de mon Peuple au service duquel j'ai posé chacune de mes actions à travers chaque fonction que j'ai eu l'honneur d'exercer ». Le 22 août 2019, Said Hassan Said Hachim

La nouvelle est tombée ce lundi 30 novembre en début de soirée. Même si tout le monde s'y attendait, la nouvelle tel un éclair a fait le tour du pays et des réseaux sociaux où les hommages à l'illustre disparu se déversaient tel un torrent. Il avait 88 ans et ces dernières années il avait pris les habits du patriarche, œuvrant pour la réconciliation nationale entre les enfants des îles de la lune. En effet, il intervenait assez régulièrement dans les débats politiques nationaux pour prêcher la tolérance et inciter les uns et les autres à se rapprocher pour trouver les solutions idoines aux conflits politiques multiples du pays.

Dans sa déclaration du 22 août 2019, il disait : « C'est la prière que j'adresse à notre Seigneur à qui, dans le silence de chaque nuit et dans l'intimité de mon être, je demande de guider notre pays vers le chemin de la droiture, de la justice et de la paix et que dans son infinie Miséricorde, Il mette dans le cœur de chaque Comorien, l'amour de son prochain ».

Homme pieux, il fut un des rem-

parts pour la pratique de l'islam sunnite respectueux des traditions comoriennes. Sa force, répétait-t-il souvent, il la doit à ses aïeux notamment les Abou Bakr Ahli bin Salim et ses descendants. Petit fils du sultan Hachim et pilier de la lignée Inya Mdombozi, il est une personnalité très respectée par une frange importante de la population de par sa longue carrière politique mais aussi de par sa sagesse.

Après avoir vécu et travaillé dans sa jeunesse à Madagascar, il rentre dans son archipel et embrasse rapidement la politique. Il fait partie de cette nouvelle génération que le président Said Mohamed Cheikh propulse durant l'autonomie interne.

Il est d'abord Député à l'Assemblée Territoriale de 1962 à 1970. Il devient ensuite Secrétaire général de parti « Udzima » de 1972 à 1975. Il est membre de la délégation comorienne aux négociations des Accords dits du 15 juin 1973, devant conduire l'archipel à l'indépendance. Contestant les méthodes brutales et coécrites du régime d'Ali Soilihi Mtsashiwa, il est accusé de complots et emprisonné durant plusieurs mois.

Après la chute de ce dernier et le retour d'Ahmed Abdallah, il revient dans la politique. Élu brillamment Gouverneur de l'île de Ngazidja en 1979, il initie de nombreuses réformes pour tenter d'amorcer un développement de l'île. Cependant l'autonomie de décisions dont les Gouvernorats des îles bénéficiaient à l'époque a été de courte durée ;

elle est rapidement confisquée par le gouvernement central.

Il quitte le Gouvernorat et entre au Gouvernement comme ministre d'Etat à la Présidence chargé des relations avec le Parlement. En 1985, il est promu Ministre d'Etat à la Production. Il se brouille la même année avec le président Ahmed Abdallah Abdérémane et tombe en disgrâce. Il se réconcilie à nouveau avec Ahmed Abdallah, quatre ans plus tard.

A la mort tragique de ce dernier, il est au côté du président Said Mohamed Djohar comme Ministre de l'équipement chargé des postes et télécommunications puis Ministre d'Etat, ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération en 1991. En 1993, il est à nouveau élu député et préside le groupe parlementaire de l'opposition. Sous le président Mohamed Taki Abdoukarim, il est nommé Ambassadeur des Comores en 1996, poste qu'il occupe jusqu'en 2001.

Said Hassane Said Hachim était connu pour ses discours mielleux qui lui ont valu le surnom de « ndjizi » (miel). Il fût l'initiateur du concept « utadjiri wa hafla », qu'on pourrait qualifier de « richesse soudaine » pour fustiger dans son langage imagé la corruption qui commençait à pointer le bout de son nez. Il a popularisé chez nous l'appel de l'écrivain et ethnologue malien Amadou Hampâté Bâ (1900-1991) : « En Afrique, quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle ». Sa disparition le



démontre clairement.

Bien sûr, comme tout être humain sur terre, il a commis des erreurs dans sa vie sur près de 50 ans de vie publique. Il n'en demeure pas moins que son apport pour la cohésion sociale dans notre pays est inestimable. Le drame serait que le microcosme politique fasse la sourde oreille sur ses appels incessants à nous unir pour le bien-être commun du pays. A maintes reprises, il avait plaidé « la paix des braves », entre l'actuel locataire de Beit Salam et ses adversaires politiques, et particulièrement l'ancien président Sambi, dont il jugeait injuste son maintien en détention sans aucune forme de procès, alors qu'il avait contribué à l'élection du président Azali en 2016.

Il est récipiendaire de nombreuses décorations dont celle de Grand Officier de la légion d'honneur.

Ancien député, chef de parti, plusieurs fois ministres, diplomate, Said Hassan Said Hachim incarnait l'intégrité, l'élégance et la retenue, une gageure dans ce monde d'aujourd'hui. Il était un des fondateurs en 2015 du Collectif du 11 août pour des assises nationales inclusives.

Said Hassan Said Hachim a été enterré à Fombouni ce mardi 1er décembre, en présence d'une foule nombreuse et du Chef de l'Etat qui l'a décoré à titre posthume de la médaille de Commandeur du Croissant vert. Auparavant, un hommage solennel lui a été rendu à la Grande Mosquée de vendredi de Moroni, par la population de la capitale. Un éloge funèbre a été prononcé à l'occasion par l'ancien président de l'Université des Comores Damir Ben Ali.

Mmagaza

FINANCES PUBLIQUES :

60 agents du ministère des finances formés sur la rédaction des documents administratifs

La formation renforçant le secrétariat du ministère des finances sur la manière de rédiger des documents administratifs tels que des PV, des comptes rendus et des rapports a été clôturée à l'Alliance française de Moroni ce 1er décembre. Elle a bénéficié à 60 agents.

Dans le but de renforcer les capacités des agents du ministère des finances sur la langue administrative du pays (le français), une formation sur la compréhension et la rédaction a été organisée à l'Alliance française de Moroni depuis le mois de février dernier. Il s'agit d'un processus appuyé par l'Agence française de développement à hauteur de 800.000 euros afin de consolider le service de rédaction et le secrétariat du ministère des finances sur la manière de créer et de rédiger administrativement des dossiers avec un français correct.

Sur cette perspective d'écriture, Ahmed Ali chargé du suivi de PROCAF a soutenu que « cette formation est très capitale car elle va non seulement appuyer les administrateurs du ministère des finances sur la rédaction des PV, des comptes rendus et

des rapports, mais elle leur permettra d'analyser les documents administratifs avant d'en créer ou de rédiger ». Dans cette logique, il faut comprendre que la langue de Molière est vaste avec des jargons spécifiques pour chaque domaine professionnel. C'est

ainsi que le formateur Saïd Mahamoud, ancien chef de département de la faculté des lettres françaises à M'vuni, montre que « le français en expression orale se distingue de celui d'expression écrite par des critères difficile à cerner. C'est pour

dire combien cette formation est nécessaire car le français utilisé dans la nouvelle technologie est très différent de celui qu'on apprend à l'école ».

Cette formation clôturée ce 1er décembre, a débuté depuis février dernier mais avec la covid-19, elle n'a pu se dérouler comme prévu. Ce qui fait que celle-ci a pris un peu de retard pour des raisons sanitaires. « Elle se faisait à 3 étapes et en 3 groupes. Elle a duré 6 mois », indique le chargé du programme PROCAF. Environ 60 agents du ministère des finances sont bénéficiaires de cette formation. « Les stagiaires sont capables d'exercer ce qu'ils ont appris au cours de cette formation. Ils ont acquis des connaissances qui vont leur servir dans le domaine », déclare le formateur. Pour les bénéficiaires, la formation leur a été d'une très grande nécessité.

Kamal Gamal



LUTTE CONTRE LE SIDA

30 nouveaux cas ces deux dernières années

Le pays a célébré ce 1er décembre, la journée mondiale de la lutte contre le VIH. Au cours de ces deux dernières années, les Comores ont enregistré 30 nouveaux cas, ce qui donne un total cumulé de 282 personnes connues positives au VIH, dont 3 décès en 2020. La ministre de la santé fait appel aux acteurs à redoubler d'efforts en renforçant la multisectorialité et en resserrant la collaboration avec les partenaires pour des actions coordonnées en vue de freiner le virus.

Comme tous les ans, le monde célèbre la journée internationale de la lutte contre le VIH et le pays ne fait pas exception. Devant la presse, la ministre de la santé, Loub Yacouti Athoumani a montré que la pandémie de la covid-19 a des répercussions très graves au niveau sanitaire et socio-économique et derrière cela, le virus du VIH continue de prendre de la place. « Cette journée est un signe de solidarité aux porteurs du virus mais également une sensibilisation de la population et des gouvernements dans la lutte contre la propagation du virus et de ses impacts sur la société, l'économie et le système de santé », avance-t-elle.

C'est sous le thème « solida-



Loub Yacouti la ministre de la santé à gauche.

rité mondiale et responsabilité partagée », que cette journée a été célébrée dans le monde entier. Ce thème explique une fois de plus, combien la communauté et les acteurs sanitaires devront de plus en plus s'impliquer. « Cela me donne l'opportunité de rendre un vibrant hommage aux associations, aux organisations religieuses et gouvernementales engagées dans cette lutte », poursuit-elle, avant de préciser que « les efforts ont été consentis par la société civile et la diaspora ont fait qu'au-

jourd'hui le pays enregistre des résultats encourageants du coronavirus. Cet engagement des communautés est indispensable pour freiner le VIH/sida ».

Rappelons, le 1er cas du VIH a été notifié en 1988. 32 ans après, le pays présente un faciès épidémiologiques toujours actif et a donc pu maintenir une prévalence estimée à moins de 0,5%. Sur ces deux années, 30 nouveaux cas ont été notifiés à la date d'aujourd'hui, ce qui donne un total cumulé de 282 personnes connues positives au VIH

dont 3 décès en 2020. « Il n'est pas acceptable à l'heure actuelle de perdre des vies à cause du Sida alors que nous bénéficions de la gratuité du dépistage, du suivi médical et biologique, et des médicaments antirétroviraux », explique-t-elle, tout en appelant les acteurs à redoubler d'efforts en renforçant la multisectorialité et en resserrant la collaboration avec les partenaires pour des actions coordonnées.

Andjouza Abouheir

Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmerie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Moheli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Moheli: 772 03 71

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Moheli 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18

À Nairobi:
Everlyne Situma
Tel: +254 701 961 045
E-mail: esituma@ifc.org



Créer des marchés, créer des opportunités

IFC et la Banque Centrale des Comores organisent un webinaire pour sensibiliser le secteur financier comorien sur la gestion des risques, et plus particulièrement les stress tests

Moroni, Comores, le 16 novembre 2020 - La Société financière internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale, et la Banque Centrale des Comores ont organisé le mois dernier un webinaire sur l'importance de la gestion des risques pour une plus forte résilience du secteur financier, notamment dans le contexte actuel marqué par la pandémie de coronavirus.

Des cadres du secteur bancaire comorien ont participé à cette session de formation virtuelle qui a mis l'accent sur l'importance des « stress tests », un processus qui permet à une institution financière d'évaluer sa performance et l'impact potentiel de conditions défavorables – inhabituelles mais plausibles – sur ses fonds propres et ses liquidités.

L'objectif du webinaire était d'accompagner le secteur financier comorien et l'aider à mieux appréhender les fondamentaux de ce processus, par type de risques, en vue d'une gestion saine et efficiente des risques.

Complétant les mesures de gestion des risques traditionnelles, les « stress tests »

sont une condition essentielle de tout cadre solide de gestion des risques. Ils informent sur la capacité d'une institution à supporter les risques et facilitent le développement de plans de contingence et la planification d'urgence.

« La gestion des risques est la responsabilité de tous, notamment en cette période aussi incertaine pour l'économie des Comores », a déclaré Dr. Younoussa Imani, Gouverneur de la Banque Centrale des Comores. « Ce webinaire va permettre à notre secteur financier d'adopter les bonnes pratiques en les adaptant aux spécificités et au contexte des Comores. »

Si la propagation du nouveau coronavirus aux Comores semble pour le moment contenue, la pandémie a fortement ralenti l'activité économique dans le pays et risque de réduire à néant les effets positifs des efforts de reconstruction engagés depuis le passage du cyclone Kenneth en 2019. Selon la Banque mondiale, l'économie comorienne risque de se contracter de 1.4% en 2020 cont-

re des projections de croissance de 4.4% avant la pandémie.

« L'épidémie a montré à quel point la gestion des risques est essentielle pour permettre aux institutions financières d'être plus résilientes face à des chocs tels que la crise du Covid-19, » a affirmé pour sa part Marcelle Ayo, la Représentante Pays d'IFC pour les Comores. « Cette initiative témoigne aussi de l'engagement d'IFC à soutenir le gouvernement et le secteur privé comoriens durant cette crise sans précédent. »

L'an passé, IFC a réalisé son tout premier investissement aux Comores via un prêt de 13 millions d'euros à la société de télécommunications Telecom Comores S.A. avec pour objectif d'aider à développer le marché de la téléphonie mobile dans ce pays d'Afrique de l'Est.

À propos d'IFC

Organisation sœur de la Banque mondiale et membre du Groupe de la Banque mondiale, la Société financière internationale

(IFC) est la plus importante institution mondiale d'aide au développement dont les activités sont axées sur le secteur privé dans les marchés émergents. Elle collabore avec plus de 2 000 entreprises à travers le monde et consacre son capital, ses compétences et son influence à la création de marchés et de débouchés là où ils font le plus défaut. Au cours de l'exercice 2019, les financements à long terme d'IFC dans les pays en développement se sont élevés à plus de 19 milliards de dollars et ont permis de mobiliser les capacités du secteur privé pour mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée. Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.ifc.org.

Suivez l'actualité d'IFC :

www.facebook.com/IFCwb
www.twitter.com/IFC_org
www.youtube.com/IFCvideocasts
www.ifc.org/SocialMediaIndex
www.instagram.com/ifc_org

FOOTBALL, CHAMPIONNAT D1, 6ÈME JOURNÉE :

Le coach Abega éjecté de l'US Mbeni

Jusqu'à la 6e journée du championnat des Comores, l'Usm court derrière un nul et/ou une victoire. Mais, en vain. Pour une formation qui ambitionne au moins le maintien, c'est inacceptable. Abega, le principal coach a été éjecté. Son adjoint, Gwagwa, ancien capitaine de l'équipe, reconver-ti en encadreur technique, assure la relève en attendant du mieux.

Sans le moindre résultat encourageant, après six journées, comptant pour le championnat, le staff administratif de l'Union sportive de Mbeni (Usm) a fait recours au moyen fort : aux grands maux, les grands remèdes. Usm est relativement ambitieuse. Elle vise au moins le maintien. Le coach Abega Saïd Bacar Saïd Mouigni, accusé d'être à l'origine de cette guigne, a été éjecté.

Le 5 décembre prochain, Usm est attendue à Hantsindzi. N'est-ce pas un déplacement périlleux ? Les raisons de l'éjection d'Abega sont complexes.

Il a été remercié par le staff administratif pour irrégularité dans sa responsabilité. Il entraî-nait deux équipes dans cette même saison. Du coup, il est accusé d'être à l'origine des défaites de Usm (6 matches, 0 point). « Nous n'avions pas le

choix. En plus de notre club, Abega assurait la destinée d'un autre de 2e division. Il a choisi de continuer l'aventure avec le club de D2. La solution était alors de le remplacer. On verra la suite », explique Youssouf Chaéhoi, président de l'Usm.

Le règlement intérieur de l'Amicale Régionale des Entraîneurs et Educateurs de Football de Ngazidja n'autorise pas le cumul dans la même saison. Une plainte a été déposée pour clarifier cette situation confuse, similaire à une indisci-

pline. « Oui, on m'a désigné pour combler le vide en attendant la nomination d'un leadership. J'étais l'entraîneur assistant d'Abega. Je connais l'handicap de l'Usm. Je ne promets pas la lune. Mais je me sacrifierai pour éloigner l'équipe de la zone de relégation. Avec la collaboration des sociétaires du club (dirigeants, joueurs, staff technique et supporters), on réussira, incha Allah », déclare Gwagwa, le nouveau coach des Mbeniens.

Bm Gondet

**Résultats D, J-6**

A Mbeni : Usm # Amicale (0-1)
 A Moroni : Volcan # Elan -(2-0)
 A Mitsoudje : Jacm # Bonbon Djema : Reporté
 A Mde : Ngaya # Fc Male (1-1)
 A Nyumadz-Bamb : Étoile Com # Fc Hantsindzi (0-0)
 A Ouropveni : Petit Harlèm # Twamaya (2-1)

Calendrier, J-7 mercredi 3 novembre 2020 à 15h 00

A Moroni : Bonbon Djema # Us Mbeni
 A Mitsoudje : Jacm # Ertoile des Comores
 A Male : Fc Male # Fc Hantsindzi
 A Mvouniu : Twamaya # Elan club
 A Ouropveni : Petit Harlèm # Ngaya
 A Chezani : Amicale # Volcan



DEMANDE DE MANIFESTATIONS D'INTERET pour la sélection d'un consultant individuel "expert technique PSM à l'appui de la Section de la conformité à la CTOI dans le cadre du projet régional SWIOFish 2."

1. La Commission de l'Océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale de coopération régionale qui regroupe l'Union des Comores, La France au nom de la Réunion, Madagascar, Maurice et Seychelles. Elle a pour mission de resserrer les liens d'amitié et de solidarité entre les peuples et de contribuer à travers la coopération régionale au développement durable de ses Etats membres. La COI a obtenu un don de la Banque mondiale pour financer le projet SWIOFish Regional (Second South West Indian Ocean Fisheries Governance and Shared Growth Project). Il se propose d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements autorisés au titre des contrats des Consultants Individuel "expert technique PSM à l'appui de la Section de la conformité à la CTOI dans le cadre du projet régional SWIOFish 2."

2. La mission du consultant est d'assister et soutenir techniquement la CTOI dans la mise en œuvre de ses activités, résolution et formation en matière de mesures de l'État du port (PSM); effectuer des missions dans les pays pour aider les CPC (Contracting and Cooperating Parties), élaborer une feuille de route / plan d'action détaillé pour améliorer les performances

de l'État du port; mener à bien toutes les activités liées au PSM et exécuter ses obligations conformément à l'accord de projet entre la Banque mondiale et la COI relatif aux activités de la CTOI.

3. La mission sera effectuée au Secrétariat de la CTOI, à Victoria, aux Seychelles et dans les pays.

4. Le Consultant travaillera sous la supervision de la Commission de l'Océan Indien.

5. La durée prévue pour l'exécution de cette mission est de deux cent soixante-dix (270) jours ouvrables, répartis jusqu'au 31 juillet 2023.

6. La Commission de l'océan Indien (COI) invite les consultants admissibles à manifester leur intérêt pour la fourniture des services décrits ci-dessus. Ils doivent fournir les informations justifiant qu'ils sont en mesure de mettre en œuvre les expertises nécessaires et d'exécuter les prestations en question (curriculum vitae, copie des diplômes et attestations, références concernant l'exécution de contrats analogues, ...).

7. Une version des termes de référence est disponible dans le site web de la Commission de l'océan Indien <http://commissionoceanindien.org>

8. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées en version électronique sous format non comprimé à l'adresse ci-après au plus tard **le jeudi 17 Décembre 2020** :

e-mail : innocent.miada@coi-ioc.com et : njiva.r@coi-ioc.com

Référence: "PSM technical expert in support of the IOTC Compliance Section under the SWIOFish 2 Regional Project - SW2/Y3-C035"

9. Les Consultants individuels seront sélectionnés en accord avec les procédures définies dans les Directives de la Banque Mondiale sur la Sélection et Emploi des Consultants.

10. Les consultants individuels intéressés peuvent obtenir de plus amples informations auprès de la Commission de l'océan Indien (COI) en envoyant courriel aux adresses visées au paragraphe 8.

SOCIÉTÉ

Chouani lance officiellement son académie de foot

Le lancement officiel de l'académie de football de Chouani est bien vu par la fédération. D'une part Abdou Ben Mouslim, jeune chouanien porteur du projet dit que c'est un projet qui ne se limite pas à la localité et qui vise à lutter contre la délinquance. De l'autre côté, Ayouba Moussa, DTN de la fédération évoque une prise de conscience et de responsabilité pour inciter les jeunes à donner de l'importance au secteur et ainsi accentuer sa promotion.

C'est un projet colossal que s'adonne la jeunesse de Chouani pour le développement du football des jeunes. La création d'une académie sportive dans la ville est un moyen d'apporter un plus dans le secteur et ainsi encadrer les jeunes. Plusieurs disciplines sont envisagées et cela dans le but de contribuer à la lutte contre la délinquance juvénile qui continue à faire ravage dans plusieurs localités. Une aubaine pour toute cette jeunesse et une opportunité pour la fédération de football dans sa politique de développement du football des jeunes. Pour Abdou Ben Mouslim, porteur dudit projet, « cette académie regroupe plusieurs jeunes de villes et régions différentes et dans le but



de les former et ainsi contribuer dans la lutte contre la délinquance juvénile ».

Depuis près de dix ans d'existence de cette structure, Abdou Ben Mouslim et les siens ont choisi de l'officialiser. Aujourd'hui ce sont jusqu'à près de 80 jeunes divisés en quatre catégories (U15, U17, U19 et U21) qui sont inscrits dans cette académie. Jusqu'à preuve du contraire, la Fédération de Football des Comores n'apporte aucun soutien à cette nouvelle structure mais Abdou Ben Mouslim rassure que des discussions sont en cours pour trouver

les voies et moyens d'accompagner ce projet dans le bon sens.

Pour sa part, le directeur technique national de la fédération, Ayouba Moussa salue cette initiative et affirme qu'à travers ce genre de projet, « la fédé va, et espère bien que ça sera fait, mettre les moyens qu'il faut pour accompagner la création des académies ». « Ce sont des choses que nous, fédération on doit faire, on doit aider », dit-il. En moyen et en technique, le DTN de la FFC laisse comprendre que les moyens seront déployés.

Ayouba Moussa espère qu'avec

l'ouverture des académies, le pays pourrait encourager à de nombreux jeunes de suivre le football dès le plus jeune âge et ainsi contribuer à éviter des scandales sur les âges des jeunes. « La promotion du football à travers ce genre d'initiative va permettre à la fédé de privilégier en sélection des jeunes locaux car si aujourd'hui on se retrouve avec beaucoup de jeunes expatriés c'est parce qu'il y a des triches au niveau de l'âge qui décrédibilisent la fédération », conclut-il.

A.O Yazid

La Gazette des Comores
Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Raanti Aboubakar (Stagiaire)
Chronique Sportive
 B.M. Gondet
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



AVIS DE RECRUTEMENT D'UN INFORMATICIEN / ADMINISTRATEUR SYSTEME ET RESEAU POUR LES BESOINS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE DE L'UNIVERSITE DES COMORES

L'Université des Comores recrute, pour les besoins de son administration centrale, un Informaticien spécialiste en Administration Système et réseau.

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont invité(e)s à prendre connaissance ici du profil du poste ainsi que des missions/ attributions qui sont dévolues à l'occupant(e)

I - Titre/ type du poste : Administrateur système et réseau

II- Lieu d'affectation : Administration centrale de l'UDC

III- Service de rattachement : Direction des Etudes et de la Scolarité

IV- Hiérarchie : II/Elle sera placé(e) sous la supervision du Directeur des études et de la scolarité

V- Missions :

- Assurer la sécurité, la maintenance et l'évolution du réseau informatique

- Participer à la mise en œuvre du schéma directeur informatique de l'Université des Comores

- Coordonner et assurer efficacement l'interconnexion de tous les sites de l'UDC

- Contribuer à la mise en exploitation des systèmes

d'informations et leurs applications

- Proposer et réaliser d'autres solutions informatiques facilitant l'intégration et l'usage effectif du numérique en milieu universitaire

- Développer des systèmes d'automatisation des tâches d'administration réseau

- Appuyer l'installation des nouvelles applications informatiques à l'UDC

- Exercer une veille sur les évolutions numériques et être force de proposition auprès de l'UDC

- Accompagner les utilisateurs dans la formation et l'utilisation des supports numériques

VI- Qualifications : Etre titulaire d'au moins un diplôme universitaire de Bac + 4 en informatique, option système et réseau.

VII- Compétences :

- Informaticien spécialisé en Administration système et réseau

- Au moins 3 ans d'expérience en Administration système et réseau

- Avoir une excellente connaissance des différents protocoles réseau (TCP/IP, Ethernet, ...) et matériels réseaux (routeurs, switch, firewall, ...) ainsi que des logiciels d'infrastructures (systèmes d'exploitation tels que Linux et Windows, bases de données, serveurs de messagerie, ...)

- Bonne capacité rédactionnelle et parfaite maîtrise du français à l'écrit et à l'oral

- Capacité de travail en équipe

- Pouvoir d'initiative constructive

VIII - Dossier à fournir :

- Lettre de motivation ;
 - Curriculum vitae ;
 - Copies certifiées des diplômes ;
 - Attestation(s) de travail

IX - Date limite de dépôt des candidatures fixée au:

Les dossiers de candidatures sont adressés à Monsieur l'Administrateur de l'Université des Comores et déposés à son Secrétariat sis au Site Universitaire de Mavingouni, au plus tard **le vendredi 11 décembre 2020**. Passé ce délai, aucun dossier ne sera accepté.

N.B : seul(e)s les candidat(e)s retenu(e) seront informé(e)s par courrier et / ou voie téléphonique.